

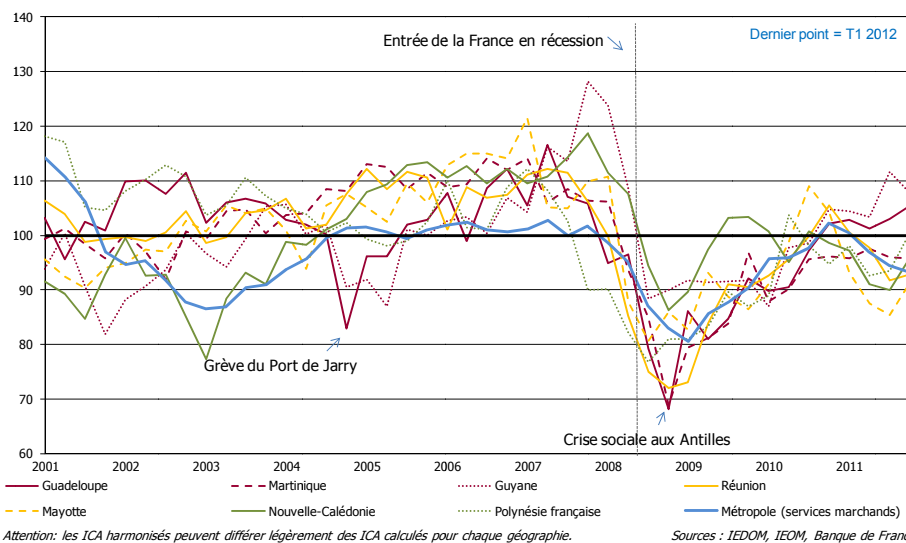
Conjoncture Outre-mer 1^{er} trimestre 2012

DES SITUATIONS CONTRASTÉES

L'activité économique en outre-mer enregistre des évolutions contrastées depuis plusieurs trimestres. La consommation des ménages résiste en général mais les chefs d'entreprise peinent encore à retrouver suffisamment confiance en l'avenir pour investir, empêchant ainsi l'émergence d'une véritable reprise. Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) de la plupart des géographies reste encore, à l'exception de la Guadeloupe et de la Guyane, sous la moyenne de longue période.

La Guadeloupe, Wallis-et-Futuna et la Guyane bénéficient d'une conjoncture favorable, mais les prévisions sont timides. On note une progression de l'activité en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, même si elle est toujours jugée en retrait sur la normale. En revanche, la conjoncture reste atone à La Réunion, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, et est jugée préoccupante à Mayotte où la plupart des indicateurs sont au rouge.

Indicateur du climat des affaires
(100 = Moyenne de longue période)



LÉGER REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale montre de légers signes de redressement. Les économies avancées restent marquées par l'atonie des marchés du travail et de l'immobilier résidentiel mais le dynamisme des pays émergents apporte une contribution importante à la croissance mondiale. L'inflation demeure contenue dans les économies avancées et fléchit dans les économies émergentes.

Aux États-Unis, la croissance économique ralentit (+ 0,5 % au premier trimestre après + 0,7 % au trimestre précédent). Le FOMC (Comité fédéral de l'open market) a maintenu ses taux inchangés, en indiquant qu'il prévoyait le maintien de taux très bas au moins jusqu'à fin 2014.

En Europe, le PIB reste stable par rapport au trimestre précédent tant pour la zone euro que pour l'UE27. Sur l'ensemble de l'année, le PIB stagne dans la zone euro (+ 0,1 % pour l'UE27). Un redressement progressif est attendu dans le courant de l'année, soutenu par la demande étrangère, le niveau très bas des taux d'intérêt à court terme et les mesures adoptées pour favoriser le bon fonctionnement de l'économie de la zone. Toutefois, les tensions sur les marchés de la dette souveraine, le processus d'ajustement des bilans dans les secteurs financier et non financier et le niveau élevé du chômage devraient continuer de freiner la dynamique de la croissance. La hausse des prix (IPCH) dans la zone euro s'établit à 2,7 % en mars, soit le même niveau qu'en décembre. La BCE a maintenu ses taux directeurs inchangés.

En France, le PIB est stable, après + 0,1 % au quatrième trimestre. Ce ralentissement provient d'une consommation des ménages atone et de dépenses d'investissement en repli.

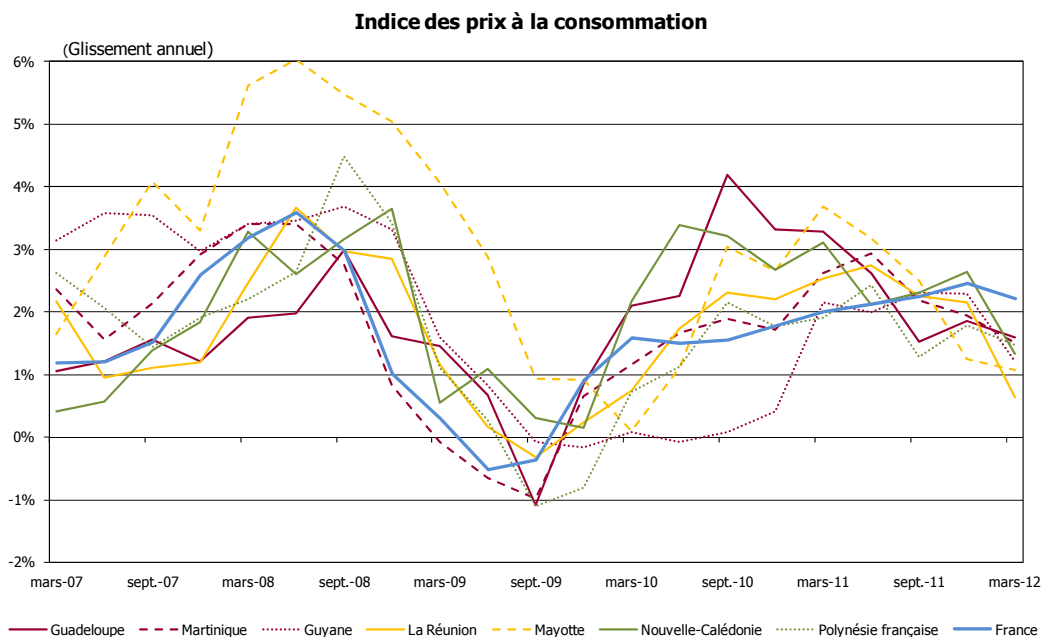
RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX

La hausse des prix décélère dans l'Outre-mer français. Le glissement annuel à fin mars pour l'ensemble des DCOM s'établit à 1,2 % après 2,1 % au trimestre précédent.

Cette tendance, qui se dessine depuis plusieurs trimestres pour les DOM, s'accroît (1,1 % fin mars après 2,0 % fin décembre) en lien notamment avec le ralentissement de la hausse des prix de l'énergie. Les prix de presque tous les postes décélèrent mais l'énergie reste le premier contributeur à la progression. A Mayotte, les prix enregistrent une légère hausse en dépit de l'accord de sortie de crise (baisse des prix de onze produits de première nécessité).

Un ralentissement est également observé dans les collectivités du Pacifique (1,6 % fin mars après 2,2 % fin décembre) en raison notamment de la nette décélération des prix en Nouvelle-Calédonie (1,7 % après 2,6 %).

Alors que depuis 2008 les géographies ultramarines connaissent en général une hausse des prix supérieure à celle de la France, le mouvement s'est inversé et les glissements annuels, qui s'échelonnent de 0,6 % à 1,7 %, sont maintenant tous inférieurs à celui de la France (2,2 %).

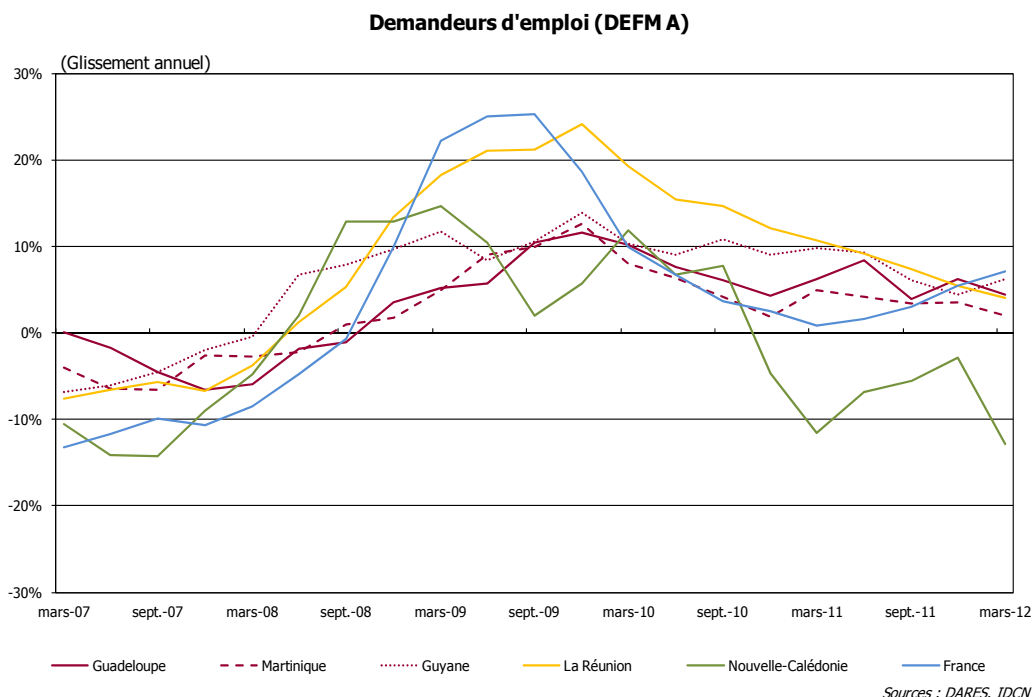


MOINDRE DÉTÉRIORATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La situation du marché du travail se détend légèrement dans les DCOM. Elle est cependant contrastée entre DOM et COM.

Dans les DOM, après deux trimestres consécutifs de hausse, la progression du nombre de demandeurs d'emploi se tasse à 0,6 % (après +1,3 % au 4^e trimestre 2011). Seule la Guyane enregistre une détérioration, en raison d'une forte hausse des DEFMA au premier trimestre.

Dans les COM du Pacifique les marchés du travail sont mieux orientés. L'emploi progresse toujours en Nouvelle-Calédonie, notamment grâce aux grands projets et à un climat des affaires moins dégradé. La situation du marché du travail polynésien se stabilise, sous l'effet de la progression de l'emploi dans les secteurs du BTP, du tourisme et des services, mais reste encore à un niveau faible.



LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : la demande soutient l'activité

L'indicateur du climat des affaires poursuit sa progression. Il est supérieur à sa moyenne de longue période et retrouve même son niveau du premier trimestre 2008. Cette hausse s'explique par la bonne appréciation des chefs d'entreprise sur leur activité passée, l'évolution des effectifs et les délais de paiement, qui sont meilleurs qu'escompté.

La consommation des ménages est plus dynamique et retrouve presque ses niveaux du premier semestre 2011. L'investissement est également mieux orienté mais les intentions des chefs d'entreprise restent en retrait, traduisant la persistance de leurs inquiétudes concernant la conjoncture des mois à venir.

Soutenue par la demande, l'activité se maintient dans la plupart des secteurs : les entreprises du commerce continuent de bénéficier du redressement de la consommation des ménages ; l'embellie se poursuit dans le tourisme, portée par le regain de l'activité de croisière. Les secteurs des services marchands, du bâtiment et des travaux publics et des industries évoluent favorablement.

Les chefs d'entreprises anticipent cependant une activité moins dynamique au deuxième trimestre, ainsi qu'une dégradation des charges et des délais de paiement.

Martinique : climat des affaires atone

La conjoncture économique reste peu porteuse. L'indicateur du climat des affaires est stable et demeure en deçà de sa moyenne de longue période. Ce résultat tient principalement au ralentissement de l'activité observé par les chefs d'entreprise et à un jugement négatif sur leur trésorerie et les délais de paiement, tandis que leurs anticipations pour le trimestre à venir semblent davantage optimistes.

La consommation des ménages manque de vigueur dans un climat d'incertitude, compte tenu de la dégradation de la situation de l'emploi. L'investissement des entreprises progresse faiblement et les prévisions à un an sont stables, s'orientant vers le maintien des outils de production.

L'activité est favorablement orientée dans les industries agroalimentaires, le tourisme et les services aux entreprises. En revanche, elle tend à se dégrader dans les secteurs du BTP, après deux trimestres favorables, et du commerce.

Les prévisions pour le deuxième trimestre sont très prudentes.

Guyane : l'activité reste bien orientée

L'indicateur du climat des affaires se replie légèrement mais reste supérieur à sa moyenne de longue période. Cependant, l'activité reste favorablement orientée, cette inflexion étant principalement imputable à des anticipations plus pessimistes sur l'activité et la trésorerie.

La consommation des ménages marque un certain essoufflement mais se stabilise à un bon niveau après la reprise de fin 2011. L'investissement enregistre un repli qui ne devrait pas se prolonger, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise restant favorables dans l'ensemble.

La bonne orientation de l'activité concerne l'ensemble des secteurs, en dépit d'un moindre dynamisme dans le BTP en raison de fortes précipitations.

Les prévisions d'activité sont pessimistes pour le deuxième trimestre, à l'exception du secteur du BTP qui devrait bénéficier du lancement de plusieurs chantiers.

La Réunion : léger redressement de la conjoncture

Dans un contexte de tensions sociales exacerbées par un climat économique toujours incertain, l'indicateur du climat des affaires reste bien en deçà de sa moyenne de longue période. Les entrepreneurs réunionnais jugent leur activité très dégradée au premier trimestre. Ils anticipent néanmoins de meilleurs résultats pour le deuxième trimestre 2012, ce qui explique la légère progression de cet indicateur.

Malgré ce contexte économique dégradé, la consommation des ménages maintient sa progression et l'investissement donne quelques signes de redressement, en dépit du manque de confiance affiché par les entrepreneurs.

A l'exception du secteur primaire, l'ensemble des secteurs sont touchés par le manque de perspectives économiques et les troubles sociaux du début d'année.

Les prévisions d'activités ne laissent pas entrevoir une véritable amélioration à court terme.

Mayotte : une économie qui peine à se redresser

Après une fin d'année 2011 sensiblement dégradée, l'économie mahoraise peine à se redresser. L'indicateur du climat des affaires progresse mais demeure largement en dessous de sa moyenne de longue période.

La consommation des ménages se maintient, alors que l'investissement des entreprises est mal orienté. Les prévisions traduisent une absence de visibilité sur les opportunités d'affaires dans un climat social difficile.

Hormis le secteur touristique, la plupart des secteurs souffrent de difficultés persistantes. Le secteur du BTP est particulièrement fragilisé.

Les prévisions sont globalement pessimistes mais le plan de relance pourrait apporter un regain d'activité dans le BTP.

Saint-Pierre-et-Miquelon : un repli saisonnier

Si l'activité économique de l'archipel est en retrait sur le trimestre, ce repli est essentiellement saisonnier, le gel de l'activité du BTP pendant l'hiver ayant toujours des répercussions significatives sur la conjoncture en raison du poids de ce secteur dans l'économie locale. Les évolutions sont, en revanche, proches de celles enregistrées à la même période les années précédentes.

La consommation des ménages enregistre un certain essoufflement et l'investissement des entreprises ralentit.

Le secteur de la pêche connaît des difficultés ; la pêche industrielle, dont la saison s'étend de novembre à mars, souffre de la fermeture de la principale usine de transformation des produits de la mer. L'activité touristique enregistre une progression du nombre d'entrées de visiteurs, en particulier de ressortissants canadiens.

Nouvelle-Calédonie : légère amélioration du climat des affaires

Le climat conjoncturel s'améliore légèrement. L'indicateur du climat des affaires se redresse après trois trimestres consécutifs de baisse. Il se situe toutefois encore en deçà de sa moyenne de longue période. Cette éclaircie est principalement imputable à des prévisions d'investissement plus optimistes des chefs d'entreprises et à une moindre dégradation de leur trésorerie. L'activité passée et prévue reste en revanche mal orientée, tout comme les prévisions sur les effectifs.

La consommation des ménages se replie légèrement mais reste à un bon niveau ; l'investissement des entreprises est toujours bien orienté.

L'activité est portée par le secteur métallurgique et le tourisme. Le secteur du BTP pâtit en revanche de l'achèvement des grands chantiers.

Les prévisions d'activité sont globalement en retrait. Les professionnels du BTP restent pessimistes et l'activité touristique devrait s'essouffler.

Polynésie française : amélioration du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires se redresse significativement. Il reste toutefois en deçà de sa moyenne de longue période. Cette orientation favorable ne signifie pas encore une amélioration de l'activité car elle repose essentiellement sur les prévisions concernant l'activité et de la trésorerie pour le deuxième trimestre.

La consommation des ménages se dégrade tandis que l'investissement des entreprises se stabilise.

Le ralentissement de l'activité, observé sur l'ensemble des secteurs, a été particulièrement sensible dans le commerce et le BTP, tout comme au trimestre précédent.

L'amorce d'une reprise de l'activité est escomptée au prochain trimestre, notamment dans les secteurs du tourisme et des services.

Wallis-et-Futuna : progression de l'activité économique

L'activité économique reste favorable, après un dernier trimestre 2011 moins soutenu.

La consommation des ménages est globalement bien orientée mais l'investissement des entreprises semble cependant marquer le pas.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, principal secteur de l'archipel, se maintient à un bon niveau, grâce à des chantiers d'importance qui vont se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Le secteur du tourisme demeure bien orienté, après un record du nombre de passagers au précédent trimestre.

Les perspectives sont bonnes pour les trimestres à venir, notamment en lien avec la signature, en mars, du contrat de développement pour la période 2012-2016 dont près de 2 milliards de F CFP dédiés à des projets d'infrastructures.